

**Arrêté portant mise en demeure  
Société DSV SOLUTIONS  
Commune d'Oursel-Maison**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Corinne Orzechowski en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 autorisant la société DSV SOLUTIONS à exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune d'Oursel-Maison et notamment ses articles 8.1.1, 8.4.2, 8.6.2, 8.6.3, 9.1 et 9.3 suivants :

« Article 8.1.1 : Localisation des risques :

*L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :*

- *soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;*
- *soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;*
- *soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.*

*L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).*

*Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.*

*La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.*

*L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder. »*

#### « Article 8.4.2 : Dispositif de confinement :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes à l'installation.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Ces dispositifs d'obturation sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers deux bassins de rétention d'un volume de confinement minimal d'une disponibilité permanente de 2 553 m<sup>3</sup> répartis comme suit :

- un bassin de rétention d'un volume minimal de 426 m<sup>3</sup> dédié à la rétention déportée des sous-cellules « chimie fine » et « chimie technique » ;
- un bassin de rétention d'un volume minimal de 2 127 m<sup>3</sup> dédié à la rétention la cellule n°2 et à la sous-cellule « produits inflammables ».

Ces bassins de rétention :

- sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers ;
- sont implantés à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150), dont l'emplacement est défini dans l'étude de dangers au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir ;
- sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;
- sont pourvus d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes.

Le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables » est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ces dispositifs de confinement. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. »

#### « Article 8.6.2 : Désenfumage :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. »

#### « Article 8.6.3 : Moyens de lutte contre l'incendie :

##### Article 8.6.3.1. Dispositions générales

Le site est doté de moyens, fixes et mobiles, de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que :

- d'un système d'alarme interne ;
- d'un moyen dédié permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;

- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produits absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau.

L'exploitant dispose des moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens), conformes à son étude de dangers, en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

Pour les produits susceptibles d'évaporation (toxiques, inflammables) et pour ceux présentant un risque pour le milieu naturel (pollution des sols et des eaux), l'exploitant doit s'assurer du dimensionnement, de la fiabilité et de la disponibilité des moyens dont il dispose pour collecter ou neutraliser un éventuel épandage sur son site d'un liquide dangereux afin respectivement d'en maîtriser l'évaporation ou d'éviter une contamination du milieu naturel.

Les installations fixes de protection et de lutte contre l'incendie sont définies et conformes à l'étude de dangers. Toute modification de ces moyens fait l'objet d'un dossier de justification du maintien du niveau de performance et d'efficacité qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 8.6.3.2. Réserve d'eau incendie et moyens de pompage d'eau incendie

Le site dispose d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 480 m<sup>3</sup>.

Cette réserve doit faire l'objet d'un dossier d'aménagement et d'une réception auprès du SDIS 60.

#### Article 8.6.3.3. Réseau d'eau incendie

Le réseau fixe d'eau incendie du site comprend :

- 5 appareils d'incendie normalisés incongelables (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Ces appareils sont en mesure de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie ne doit pas être supérieure à 6 bar.

Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci ;

Quatre poteaux incendie sont installés en réseau maillé et alimentés par la réserve spécifique de 480 m<sup>3</sup> visée à l'article 8.6.3.2. du présent arrêté. L'alimentation du 5ème poteau incendie est assurée par le réseau d'eau de ville de la ZAC.

L'exploitant fait réceptionner les poteaux incendie privés par le SDIS en s'assurant d'obtenir un débit de 240 m<sup>3</sup>/h avant mise en service des installations.

- un dispositif d'extinction automatique adapté aux produits stockés et au mode d'entreposage ;

- des robinets d'incendie armés répartis dans les bâtiments de stockage et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le réseau incendie est maintenu hors gel. L'exploitant veille en particulier à vidanger les parties aériennes après chaque utilisation en portant une attention particulière aux points bas.



Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.

Le réseau d'eau incendie protégeant les installations est bouclé et sectionnable, pour que toute section affectée par une rupture soit isolée, et ne comporte pas de bras mort.

Le réseau d'eau est équipé de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que des moto-pompes.

#### Article 8.6.3.4. Extincteurs

Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont installés, à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance. La distance à parcourir à partir de n'importe quel point pour atteindre un appareil n'excède pas 15 mètres.

Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

#### Article 8.6.3.5. Extinction mousse

L'établissement dispose sur le site en permanence d'une réserve mobile de 3 m<sup>3</sup> d'émulseur de classe 1A selon la norme NF EN 1568-4 en état de fonctionnement et à disposition des services d'incendie et de secours.

#### Article 8.6.3.6. Dispositif de détection automatique d'incendie

Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Les plans des différentes zones de détection de l'établissement ainsi que celles de désenfumage sont affichées près de la centrale de détection incendie.

La détection est assurée par des détecteurs linéaires, indépendants du système d'extinction automatique.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant inclut dans le dossier prévu au chapitre 2.6 les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 8.6.3.7. Dispositif d'extinction automatique d'incendie

L'exploitant met en place un dispositif d'extinction automatique adapté aux produits stockés et au mode d'entreposage. Ce dispositif comprend un système automatique à eau de type ESFR dans la cellule 2 et de type spray AFFF dans la cellule 1.

Le dispositif est mis en œuvre par deux groupes de pompage et deux sources d'énergie distinctes.

Ce système comprend un réservoir d'eau pompable en toute circonstance d'une capacité utile de 850 m<sup>3</sup> équipé d'un raccord pompiers DN 100, ainsi que d'un groupe motopompe gasoil. Les cellules de stockage de produits dangereux sont équipées d'un système spécifique type générateur de mousse alimenté en eau par cette même réserve et en émulseur par une cuve de 4,2 m<sup>3</sup>.

La quantité et la nature des agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Cette réserve est constituée de façon à permettre son emploi et à éviter notamment les manutentions de récipients en cas de sinistre. Ce produit est périodiquement renouvelé.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »

« Article 9.1 : Dimension des cellules et produits stockés :

La surface des cellules de stockage est de 5 994 m<sup>2</sup>.

La cellule de stockage n°1 est à simple rez-de-chaussée et permet le stockage de produits dangereux.

Elle est divisée en trois sous-cellules :

- sous-cellule « Produits Inflammables » d'une surface de 880 m<sup>2</sup> ;
- sous-cellule « Chimie Fine » d'une surface de 1 962 m<sup>2</sup> ;
- sous-cellule « Chimie Technique » d'une surface de 1 742 m<sup>2</sup>.

La cellule de stockage n°2 permet le stockage de produits non-dangereux et comporte une mezzanine d'une surface maximale de 1 408 m<sup>2</sup> surmontant la zone de réception/préparation. Le plancher de la mezzanine est EI 120, et situé à la cote de 6 m par rapport à la dalle de l'entrepôt sur une structure porteuse R 120. »

« Article 9.3 : Comportement au feu :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent les dispositions suivantes (voir plan en annexe 3) ;

- les parois extérieures sont REI 120, hormis la paroi ouest ;
- les parois qui séparent les cellules et sous-cellules de stockage sont REI 120. Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- les parois séparatives entre la cellule 1 et 2, ainsi que celles séparant la cellule « Produits Inflammables » des autres sous-cellules dépassent d'au moins 1 mètre de la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Sur la façade ouest du bâtiment, le mur REI 120 séparant les deux cellules est prolongé latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,5 mètre de part et d'autre.

*Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).*

*L'ensemble de la structure est a minima R 60.*

*Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.*

*Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.*

*Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).*

*Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.*

*Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).*

*À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.*

*Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »*

*Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2022 donnant délégation de signature à M. Sébastien Lime Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;*

*Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 septembre 2022 transmis par courrier à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;*

*Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;*

*Considérant ce qui suit :*

1. Lors de la visite du 14 juin 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas pu justifier du volume des deux bassins de rétention du site ;
  - la société DSV SOLUTIONS ne dispose pas de consigne d'entretien et de mise en fonctionnement des dispositifs d'obturation des réseaux ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas pu justifier que les bâches disposées au niveau des bassins de rétention répondent aux caractéristiques prescrites par l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 ;

- la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de justifier que l'équilibrage du système de désenfumage a été réalisé conformément aux surfaces et dimensions prescrites par l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de justifier que le désenfumage a été installé conformément aux caractéristiques prescrites par l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de justifier que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique ;
  - le plan des risques demandé à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n'a pas été présenté ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de présenter le procès verbal de réception de la réserve incendie devant être réalisé par le SDIS ;
  - la société DSV SOLUTIONS ne dispose pas d'une réserve d'émulseur de 3 m<sup>3</sup>, et n'est pas en mesure de justifier de la classe et de la norme de l'émulseur ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de présenter le type de dispositif de détection automatique d'incendie mis en place sur le site ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'est pas en mesure de justifier qu'une maintenance semestrielle accompagnée de tests est réalisée sur le dispositif de détection automatique d'incendie ;
  - le procès verbal de réception du système d'extinction automatique d'incendie ne permet pas d'assurer la bonne installation et le bon fonctionnement du dispositif ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'est pas en mesure de justifier des surfaces des cellules et de la mezzanine, ni de la hauteur et des caractéristiques de celle-ci ;
  - la société DSV SOLUTIONS n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs attestant du respect des prescriptions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
2. Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 8.1.1, 8.4.2, 8.6.2, 8.6.3, 9.1 et 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisés ;
  3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils ne permettent pas de justifier d'une prévention suffisante des risques, et d'une extinction du site en cas d'incendie ;
  4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DSV SOLUTIONS de respecter les prescriptions et dispositions des articles 8.1.1, 8.4.2, 8.6.2, 8.6.3, 9.1 et 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société DSV SOLUTIONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison en :

- présentant les éléments justificatifs du volume des deux bassins de rétention du site ;



- rédigeant, mettant en place sur le site et transmettant à l'inspection des installations classées une consigne d'entretien et de mise en fonctionnement des dispositifs d'obturation des réseaux ;
- présentant les éléments justifiant des caractéristiques des bâches disposées au niveau des bassins de rétention, notamment en démontrant :
  - qu'elles sont constituées de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;
  - qu'elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes.
- démontrant que le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables », est conçu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

## **Article 2 :**

La société DSV SOLUTIONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison en :

- présentant les éléments justificatifs de l'équilibrage du système de désenfumage conformément aux surfaces et dimensions prescrites, notamment en démontrant :
  - que les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 mètres ;
  - que la distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre ;
  - que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local ;
  - qu'un dispositif d'évacuation de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture ;
  - que les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage ;
  - que des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur ;
- présentant les éléments justificatifs des caractéristiques du désenfumage installé, notamment en démontrant :
  - que les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ;
  - que les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008 ;
  - que les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation ;
  - que tous les dispositifs sont installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, et présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300 ;
- présentant les éléments justifiant que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

### **Article 3 :**

La société DSV SOLUTIONS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.1.1 et 8.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisés dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison en :

- réalisant, affichant et transmettant à l'inspection des installations classées le plan des risques demandé à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;
- présentant à l'inspection des installations classées le procès verbal de réception de la réserve incendie devant être réalisé par le SDIS ;
- mettant en place sur le site une réserve d'émulseur de 3 m<sup>3</sup> et en justifiant la classe et la norme de l'émulseur ;
- présentant le type de dispositif de détection automatique d'incendie mis en place sur le site ;
- présentant les éléments justifiant qu'une maintenance semestrielle accompagnée de tests est réalisée sur le dispositif de détection automatique d'incendie ;
- transmettant à l'inspection des installations classées un procès verbal de réception du système d'extinction automatique d'incendie assurant la bonne installation et le bon fonctionnement du dispositif.

### **Article 4 :**

La société DSV SOLUTIONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison en présentant les éléments justificatifs des surfaces des cellules et de la mezzanine, ainsi que de la hauteur et des caractéristiques de celle-ci.

### **Article 5 :**

La société DSV SOLUTIONS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 susvisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur la commune d'Oursel-Maison en présentant les éléments justificatifs attestant du respect des prescriptions dudit article.

#### **Article 6 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3, 4 et 5 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 7 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 8 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Oursel-Maison pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire d'Oursel-Maison fait connaître, par procès-verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

#### **Article 9 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, la Sous-préfète de Clermont, le maire d'Oursel-Maison, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'Inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais,

**28 SEP. 2022**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Sébastien LIME

#### **Destinataires :**

Société DSV SOLUTIONS

Madame la Sous-préfète de Clermont

Monsieur le Maire de la commune d'Oursel-Maison

Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement sous couvert du chef de l'Unité Départementale de l'Oise de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts-de-France

38 SEP 1055